



MAGAZINE
L'ANNÉE OÙ LA PAROLE
DES FEMMES S'EST LIBÉRÉE



IDÉES
ÉLOGE DU SUCRE,
CET ALIMENT MAL-AIMÉ

WEEK-END

UNIQUEMENT EN FRANCE
MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE
ET AU LUXEMBOURG

CATALOGNE : LES INDÉPENDANTISTES RENFORCÉS

- Lors des élections au Parlement régional, jeudi 21 décembre, les formations nationalistes ont réussi à conserver leur majorité
- Elles se retrouvent en position favorable dans leur affrontement avec Madrid sur le statut de la Catalogne
- La stratégie de fermeté du premier ministre espagnol et de son parti est remise en cause dans une région profondément divisée
- « L'Europe doit prendre bonne note » de ce résultat, estime, à Bruxelles, Carles Puigdemont, l'ancien président de la Généralité

PAGES 2-4



A Bruxelles, le 21 décembre, lors de l'allocution de Carles Puigdemont.
VIRGINIA MAYO/AP



ÉDITORIAL
LE PARI PERDU
DE MARIANO RAJOY

C'est une cuisante défaite que Mariano Rajoy vient de subir en Catalogne. Lorsque, le 27 octobre, en réaction à la déclaration unilatérale d'indépendance du gouvernement catalan, le premier ministre espagnol avait suspendu l'autonomie de la région et convoqué des élections anticipées, le premier ministre espagnol espérait briser l'élan du mouvement indépendantiste. Sa vice-présidente, Soraya Saenz de Santamaria, s'était même vantée de l'avoir « décapité ».

LIRE LA SUITE PAGE 19

Débats La crise
des Etats-nations

Par GABRIEL COLOMÉ
et GABRIELLE SIRY MOLINA

L'incapacité des pays à réduire les inégalités favorisent les indépendantismes

PAGE 17

Alimentation
L'image de Lactalis écornée par la crise de la salmonelle

CAHIER ÉCO - PAGE 3

Société
Les associations face à la pénurie des hébergements d'urgence

PAGE 12

Chronique
La culture est une marchandise

PAGE 19

Technologie
Apple soupçonné de pratiquer l'obsolescence programmée

CAHIER ÉCO - PAGE 8

Harcèlement : le collège peu armé face à une réalité méconnue



SÉVERIN MILLET

À l'heure où les faits de harcèlement sexuel secouent la société, les acteurs de l'école s'interrogent, conscients que leurs établissements ne sont pas des sanctuaires. Une enquête du ministère de l'éducation, publiée le 21 décembre, donne une idée de l'ampleur du phénomène au collège. Un peu moins de 5% des élèves disent avoir subi des baisers forcés, 6% témoignent de caresses forcées. Et 7,5% d'actes de voyeurisme. Des chiffres qui s'appuient sur du déclaratif et que les spécialistes jugent sous-estimés. Une étude d'un sociologue sur le cybersexisme en 2015-2016 dans une douzaine d'établissements franciliens arrive à des résultats plus alarmants : 29% des jeunes filles et 16% des jeunes garçons y affirment avoir, dans ce cadre, été victimes de violences sexistes.

PAGES 8-9 ET MAGAZINE

Diplomatie
L'ONU et Trump se défient sur Jérusalem

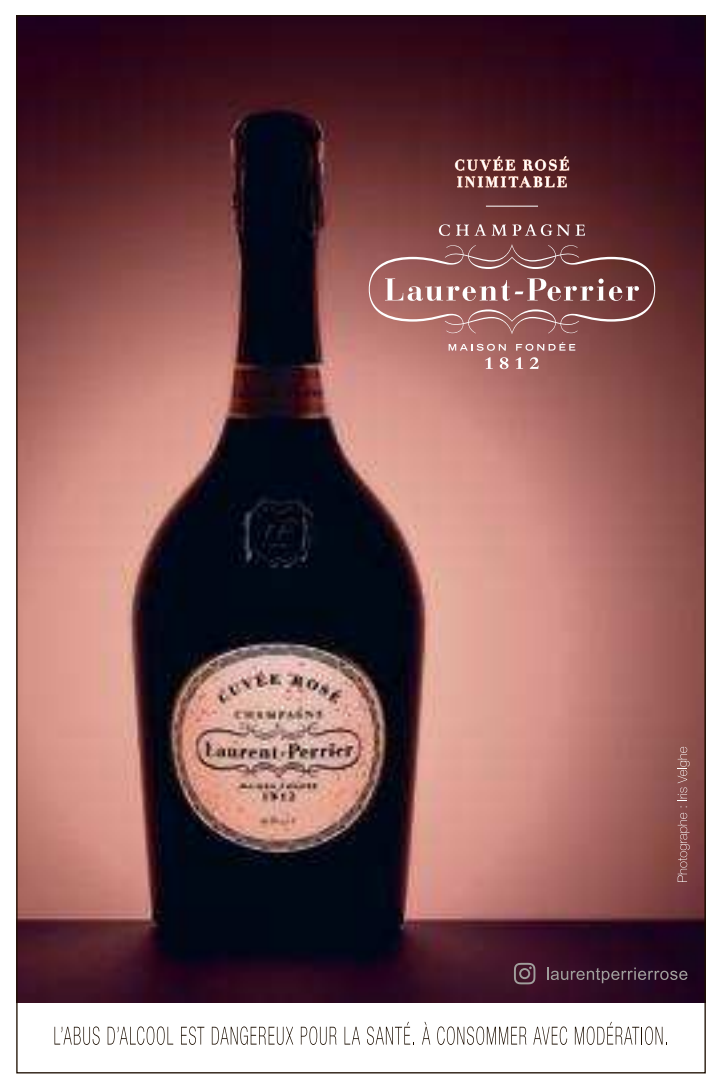
Malgré les pressions de Washington, l'Assemblée générale a largement voté une résolution défavorable aux Etats-Unis. Trump promet des représailles

PAGE 5

Sécurité routière
 limiter la vitesse à 80 km/h : le débat est ouvert

Le gouvernement réfléchit à cette mesure, afin d'enrayer la hausse continue du nombre de morts depuis trois ans sur les routes de France

PAGE 11



laurentperrierrose

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

AGRESSIONS SEXUELLES ENTRE MINEURS

Face au harcèlement sexuel, les collèves sont peu armés

Elèves et encadrants sont souvent démunis face à un phénomène dont l'ampleur reste mal appréhendée

Pour Fazia Bensaadi, c'est la «tolérance zéro» qui prévaut. Une remarque sexiste dans sa classe, un geste déplacé, et cette professeure d'histoire-géographie dans un collège de Bobigny (Seine-Saint-Denis) interrompt immédiatement le cours. «La dernière fois, c'était quand une élève s'est mise à pleurer en classe; elle avait été traitée de pute sur les réseaux sociaux après avoir refusé les avances d'un camarade», raconte-t-elle. La fois d'avant, un garçon de 12 ans avait touché les fesses d'une fille du même âge. «Je veux que mes élèves impriment que c'est suffisamment grave pour que le monde s'arrête un moment de tourner, explique l'enseignante; que ce n'est pas parce qu'ils sont des enfants qu'ils peuvent toucher le corps d'un autre sans y avoir été invités.»

Deux incidents recensés sur une année scolaire, cela peut paraître peu. Fazia Bensaadi a pourtant le sentiment que ces violences sont «récurrentes». A l'heure où les faits de harcèlement sexuel secouent la société, les acteurs de l'école (enseignant, infirmières scolaires ou psychologues, proviseurs ou surveillants), conscients que leurs établissements ne sont pas un sanctuaire, s'interrogent sur l'ampleur du phénomène entre élèves. Et sur ce qu'ils font pour l'endiguer... ou pas.

Statistiquement, rien de massif: l'enquête sur le climat scolaire en collège, rendue publique le 21 décembre par le service statistique du ministère de l'éducation (DEPP), fait état, en 2017, d'un peu moins de 5% d'élèves déclarant avoir subi des baisers forcés (5,3% de filles, 4,2% de garçons). Ils sont 6% à témoigner de caresses forcées (7,6% de filles, 4,5% de garçons). Et 7,5% de filles comme garçons, d'actes de voyeurisme – dans les gymnases, les toilettes... Sur ces trois points, on ne distingue pas d'évolution significative par rapport à la précédente enquête de victimation, en 2013. Les insultes à caractère sexiste, elles, augmentent: 8,3% des collégiens en déclarent aujourd'hui, contre 5,5% il y a quatre ans.

Dans un collège où plus de 9 élèves sur 10 disent, dans le même temps, «se sentir bien», que penser d'une telle photographie statistique? Elle ne dit pas tout, répondent nombre de chercheurs. «La France a eu beaucoup de

retard à l'allumage, observe Johanna Dagorn, chercheuse à l'Observatoire européen de la violence à l'école. Jusqu'à il y a une dizaine d'années, dans une logique d'indifférence aux différences», pour paraphraser Bourdieu, on ne prenait pas en compte les variables sexuelles quand on travaillait sur le harcèlement scolaire. » Façon de dire qu'on pensait l'élève sans distinction entre fille et garçon. «Et on est encore un peu prisonnier de notre universalisme, renchérit Amandine Berton-Schmitt, chargée d'études au centre Hubertine-Auclert. Au nom d'une école de la République une et indivisible, on a du mal à assumer une approche discriminée entre les sexes.»

Autre limite: les enquêtes de victimation, même lorsqu'elles s'adressent à un public d'âge scolaire, s'appuient sur du «déclaratif», comme disent les sondeurs. Or, «si c'est au collège que le harcèlement est le plus significatif, c'est aussi un âge où l'on en parle très peu», rappelle Johanna Dagorn.

Il faut «de la maturité» pour briser les tabous

La page Facebook «Paye ton bahut», lancée début 2017 pour dénoncer les «pires remarques sexistes» entendues dans les établissements, n'a pas fait tache d'huile. Quant au mot-dièse #balancetonporc, apparu dans le sillage de l'affaire Weinstein cet automne, il n'a guère mobilisé les collégiens et les lycéens. «Pour qu'il y ait prise de parole, encore faut-il qu'il y ait prise de conscience, note Benjamin Moignard, chercheur à l'université Paris-Est-Créteil. Mais, à 14 ou 15 ans, peut-on vraiment, sans accompagnement, faire la part des choses entre ce qui relève du jeu, de la séduction ou d'une possible agression?» L'étude sur le cybersexisme que ce sociologue a codirigée en 2015-2016, dans une douzaine d'établissements franciliens, arrive à des résultats plus alarmants que le tableau brossé à l'échelle nationale: 29% des jeunes filles et 16% des jeunes garçons ont affirmé, dans ce cadre, avoir déjà subi des violences sexistes.

«Souvent, le cyberharcèlement ne vient que prolonger une violence physique déjà bien installée en milieu scolaire, observe Benjamin Moignard. Le phénomène est accentué par les réseaux sociaux, mais il ne vient pas d'eux.» De quoi relativiser l'impact de la promesse de

« PARLER DE SEXUALITÉ ICI N'EST PLUS TOUT À FAIT LE TABOU D'IL Y A TRENTE ANS. MAIS L'ÉCOLE RESTE LE REFLET DE LA SOCIÉTÉ: ELLE PEUT ICI ÊTRE À LA POINTE DES QUESTIONS ET LÀ TENTÉE DE FERMER LES YEUX »

BRIGITTE ACCART
infirmière



campagne faite par le candidat Macron quant à l'interdiction, censée être effective en 2018, des smartphones aux collégiens.

Ces derniers le reconnaissent: identifier le harcèlement ne va pas de soi. «En 3^e, les garçons avaient un jeu, racontent Luna et Sarah. Ils s'amusaient à caresser les cuisses des filles sous les tables, et à comparer leur érection. Très vite, ils se sont mis à montrer leur sexe.» Dans leur collège du Val-d'Oise, cela se sait; personne n'intervient pour autant, racontent les jeunes filles, aujourd'hui lycéennes. Des surveillants finissent par «mettre les choses au clair». Le «concours» s'arrête quelque temps; puis il reprend. «A l'époque, assure Luna, on ne savait pas faire la différence entre harcèlement, agression et viol. Je ne suis même pas sûre qu'on sache le faire aujourd'hui.»

Il faut «du recul», «de la maturité», pour briser les tabous, racontent les infirmières, souvent en première ligne face au mal-être adolescent. «Il ne faut pas croire que les élèves débarquent à l'infirmerie et se livrent facilement, explique Brigitte Accart, du Syndicat national des infirmiers éducateurs de santé. Souvent, ça s'est passé en dehors des cours, en soirée ou sur Internet. Souvent aussi, ce n'est pas la victime qui vient, mais une amie...» Autre cas de figure: «Quand on voit revenir, un peu trop souvent, une ou un ado avec un mal de ventre, un mal de tête, raconte l'infirmière, on

comprend que quelque chose ne va pas, mais mettre des mots sur les maux prend du temps.» Or, ce temps, souvent, les équipes en manquent. Sur le papier, pourtant, en plus de ce que prévoient les programmes, trois séances d'éducation à la sexualité par an sont programmées, «en complément du rôle de premier plan joué par les familles», lit-on dans la circulaire d'application de la loi de 2001. Une pédagogie à deux voix – parents et enseignants – souvent méconnue sur le terrain. Et mal appliquée, a rappelé le Défenseur des droits, Jacques Toubon, dans un rapport remis fin novembre, en défendant la contribution nécessaire de l'école, «dès le plus jeune âge», à «détruire stéréotypes et préjugés».

Les enseignants font «comme ils peuvent»

«On ploie sous les textes, mais, sur le terrain, on en voit peu la déclinaison», murmure-t-on parmi les médecins scolaires. Et quand «déclinaison» il y a, celle-ci ne correspond pas toujours aux besoins des jeunes. «On nous tient des propos théoriques, on nous parle des MST, de l'IVG, des grossesses non désirées...», résume les élèves. Rien (ou très peu) sur la vie affective, l'amour, le désir... Rien sur la notion de consentement que les pédagogues, aujourd'hui, appellent à transmettre dès l'enfance. «Parler de sexualité en milieu scolaire n'est plus tout à fait le tabou d'il y a trente ans, nuance Brigitte Accart, infirmière. Mais l'école reste le reflet de la société: elle peut, ici, être à la pointe des questions, là être tentée de fermer les yeux.» Une école jamais à l'abri des polémiques, comme le montre celle, récurrente, sur la «théorie du genre».

Les enseignants, eux, ont le sentiment de faire «comme ils peuvent», sans préparation adéquate. «On nous forme à la sécurité sur le Web, on nous demande de transmettre aux élèves les bons réflexes, savoir protéger son mot de passe, savoir sécuriser ses données, raconte Marc Arends, professeur d'anglais à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne). Mais le harcèlement sexuel, c'est un non-sujet.» Un sentiment partagé par Fazia Bensaadi. «On n'a jamais abordé la question en formation, regrette l'enseignante en histoire-géo. Je pense qu'on commence, aujourd'hui, à tiquer sur tout un spectre de violences qu'on banalisait avant. Et comme c'est nouveau, on ne sait pas trop comment y faire face.» Pour une «main aux fesses», raconte la jeune prof, un élève sera dans telle classe durement sanctionné, quand, dans telle autre, il verra l'enseignant ravaler un sourire... Et de s'interroger: «Sans harmonisation des réactions dans le monde adulte, peut-on s'étonner que les plus jeunes ne sachent pas où poser le curseur?» ■

MATTEA BATTAGLIA
ET SOFIA FISCHER

A Pontoise, des jeunes filles bloquent leur lycée pour se faire entendre

«DANS LA RUE COMME AU LYCÉE, nous sommes courageuses et libres.» Jeudi 21 décembre au matin, sur des poubelles empilées devant les grilles du lycée Pissaro de Pontoise (Val-d'Oise), la petite phrase a été inscrite en grand. Quelque 300 lycéens – filles et garçons – ont décidé de bloquer leur établissement pour protester contre les violences sexistes que les filles racontent subir au quotidien. «On n'en peut plus, et les professeurs ne réagissent pas», assène Shanley, qui a participé à l'organisation de la mobilisation, armée d'une pancarte «Nous disons stop!» «C'est à nous de prendre les choses en main pour qu'ils prennent conscience du problème, qui va bien au-delà de notre lycée, et qui concerne toute l'éducation nationale.»

«Quand une fille passe au tableau, c'est systématiquement accompagné de commentaires, qui peuvent aller du "sale pute" à "menez-moi ce cul, je le baiserais bien". Quand ils ne miment pas des actes inappropriés avec leur

sexe... C'est pas comme ça qu'on va avoir notre bac», raconte Hajar, en terminale. Selon les élèves, les professeurs, témoins de ce type de comportement, restent impassibles. «Un garçon de ma classe m'a mis la main aux fesses sous les yeux de la prof. Aucune réaction», renchérit une jeune fille en 2^{de}.

«La parole se libère»

Une encadrante, qui s'est aventurée vers le groupe de filles campé devant l'établissement, reconnaît à demi-mot qu'il peut y avoir une certaine mauvaise volonté de la part des professeurs à relever ce type de comportements. «J'ai du mal à imaginer qu'ils ne les voient pas...», souffle-t-elle. Marie-Ange Tomi, directrice académique adjointe du Val-d'Oise, affirme, elle, «ne pas être au courant de ce problème» dans cet établissement – qui organise par ailleurs des campagnes contre le cybersexisme –, mais assure «ne pas souhaiter remettre en

question la parole de ces jeunes» sur la passivité de certains professeurs. «S'il faut rappeler l'attention de l'équipe pédagogique sur ce point-là, alors faisons-le.»

A l'origine du mouvement; une énième altercation entre une élève et un camarade, samedi 16 décembre, lors des épreuves blanches du baccalauréat. Un «sale pute, ferme ta chatte» fuse. Une fille éclate en sanglots, puis deux, puis trois. Elles se retrouvent dans une salle et vident leur sac. Elles se racontent les insultes et les mains aux fesses, dans leurs couloirs où dans les salles de classe. «Avec les affaires qui sortent dans les médias, la parole se libère», explique Shanley. «Elles partagent leur vécu entre filles. C'est la fin de la loi du silence.» Elles créent alors une conversation commune sur Facebook. En quelques jours, elles sont des dizaines sur le groupe à partager leurs témoignages, avant de se décider à organiser un blocus. Pas de syndicats ni d'associations

pour appui: le système D prévaut. L'une s'occupe de faire un discours, les autres des banderoles, des bombes de peinture... Elles se sont levées à l'aube pour pousser les poubelles devant les grilles du lycée et ont imprimé des flyers à distribuer à leurs camarades. Sarah-Lou, une élève de 2^{de} qui campait, elle aussi, devant les grilles de l'établissement, assure qu'«[elles] ne sont pas naïves»: «On sait bien que les garçons de nos classes ne vont pas arrêter du jour au lendemain parce qu'on a fait un blocus. Mais au moins, on montre aux autres filles du lycée qu'elles ne sont pas seules.»

Marie-Ange Tomi, elle, assure que le proviseur prendra des mesures supplémentaires dès la rentrée pour éviter ce type de problème à l'avenir. «Il va demander une intervention de brigades pour rappeler le cadre de la loi et surtout générer des débats entre les élèves, avec des collectifs féministes, pendant les cours.» ■

S. F.



Climat de confiance entre Macron et les représentants religieux

Le chef de l'Etat a reçu, jeudi, l'ensemble des responsables des cultes

Ils sont sortis enchantés de leur réunion de deux heures avec Emmanuel Macron à l'Élysée. Les représentants des six principaux cultes en France (catholique, protestant, orthodoxe, musulman, juif, bouddhiste) ont été reçus, jeudi 21 décembre, par le président de la République, flanqué du ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, et du ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. L'Élysée comme les participants ont souligné que c'était la première fois qu'une réunion de ce type, entre le chef de l'Etat et les représentants des cultes, avait lieu en l'absence d'une crise.

Celle-ci est vraisemblablement appelée à se reproduire. « On s'est dit : "A très bientôt." Ce qu'on a vécu aujourd'hui était une sorte de prologue à l'instance de dialogue » annoncée par Gérard Collomb, a estimé François Clavairoly, le président de la Fédération protestante de France (FPF), interrogé à l'issue de cette rencontre. Olivier Ribadeau Dumas, le secrétaire général de la Conférence des évêques de France, a vanté de son côté « la qualité d'écoute et la volonté constructive » de leur interlocuteur qui, selon Haïm Korsia, le grand rabbin de France, était là « pour [les] entendre ». « Les religions font partie de la vie de la nation », a affirmé M. Macron, selon un participant.

Cette réunion précède de peu le discours d'Emmanuel Macron sur la laïcité, dont il a confirmé à ses hôtes qu'il interviendrait « début

« Les religions font partie de la vie de la nation », a affirmé le président, selon un des participants

2018 ». Le président les a comblés en rappelant que, selon la philosophie de la loi de 1905, « c'est la République qui est laïque, pas la société ». Le format libre de la rencontre a ensuite permis aux représentants des cultes d'évoquer les principaux thèmes sur lesquels ils s'étaient mis d'accord.

Divergence sur les migrants

Ils souhaitent savoir s'ils auraient voix au chapitre à l'occasion du processus de révision des lois bioéthiques, qui doit démarrer en 2018. Ils sont aujourd'hui handicapés par une réforme du Conseil consultatif national d'éthique qui, en septembre 2013, en avait évincé les membres qui leur étaient les plus proches. « Il a confirmé que les cultes seraient consultés », a rapporté M. Clavairoly. « Sur les grandes questions, il associera aussi les religions », a confirmé M. Korsia.

Les douze hommes de religion ont aussi apprécié d'entendre Jean-Michel Blanquer leur dire

que les « esprits sont mûrs » pour que soit développé l'enseignement du fait religieux dans l'éducation nationale. Ils ont demandé si les cultes seraient associés à la construction de ces programmes et ont compris que la porte n'était pas fermée. Il a aussi été question des moyens accordés aux aumôneries, notamment dans les prisons, et de la formation des aumôniers que l'exécutif veut soumettre à l'obtention d'un diplôme universitaire sur la laïcité. Ce dossier concerne spécialement l'aumônerie musulmane, qui manque encore de moyens, et donc le Conseil français du culte musulman, présidé par Ahmet Ogras.

Gérard Collomb avait déjà dû partir pour une autre réunion, sur ce même sujet, à Matignon, lorsque a été abordée la question de l'accueil des réfugiés, qui a été moins consensuelle que les autres. « Là, j'ai réussi à agacer [Emmanuel Macron] », résume François Clavairoly. Le président de la FPF a notamment demandé que « les valeurs humanistes ne soient pas trahies par la réglementation ». Ces derniers jours, des associations qui viennent en aide aux migrants ont saisi le Défenseur des droits du projet du gouvernement visant à recenser les migrants dans les centres d'hébergement d'urgence. « Il y a une divergence d'approche, confirme Olivier Ribadeau Dumas, mais du respect. » ■

CÉCILE CHAMBRAUD
ET SOLENN DE ROYER

Entre mineurs, ces violences restent difficiles à quantifier

Une partie des auteurs de violences sexuelles sur des mineurs ont eux-mêmes moins de 18 ans

Le débat public s'est focalisé depuis plusieurs semaines sur des mineurs victimes de violences sexuelles de la part d'hommes majeurs. Deux affaires en particulier ont attiré l'attention : dans le Val-d'Oise puis en Seine-et-Marne, deux hommes ont été mis hors de cause après des relations sexuelles avec des fillettes, âgées de 11 ans dans les deux cas au moment des faits.

Devant l'indignation, le gouvernement prévoit de modifier la loi en 2018 afin d'y inscrire un seuil sous lequel un enfant ne peut être présumé consentant à un rapport sexuel avec un majeur. L'âge n'est pas tranché mais se situera entre 13 et 15 ans. Cependant, des associations attirent aujourd'hui l'attention sur un phénomène ignoré mais bien réel : une partie des auteurs de violences sexuelles sont eux-mêmes des mineurs.

L'âge reste mal connu

Le fait est peu évoqué parce que mal connu. Le travail statistique se concentre sur les victimes. Selon l'enquête Violences et rapports de genre (Virage), réalisée par l'Institut national d'études démographiques en 2015 sur un échantillon représentatif de la population française - 27268 personnes dont 15556 femmes et 11712 hommes - et publiée en novembre 2016 : une femme sur sept (14,5% des femmes) et un homme sur vingt-cinq (3,9%) déclarent avoir vécu au moins une forme d'agression (ou exhibitionnisme ou harcèlement). Or, parmi les femmes victimes de viol ou de tentative, 40% l'ont été avant 15 ans et 16% entre 15 et 18 ans. C'est également le cas de trois quarts des victimes hommes.

L'âge des auteurs, en revanche, est mal connu. « Les enquêtes

s'intéressent au contexte de l'agression plutôt qu'à l'âge de l'agresseur », relève Alice Debauche, sociologue associée à l'INED. Ce dernier n'est pas toujours connu. En outre, les mineurs ne font en général pas l'objet d'enquête spécifique en raison de contraintes légales : les réponses doivent être anonymes. Résultat : seuls les majeurs sont interrogés sur leur passé.

Plusieurs travaux ont néanmoins abouti à quelques chiffres. Dans une enquête publiée en 2015 par l'association Mémoire traumatique et victimologie, réalisée auprès de 1200 victimes de violences sexuelles, 24% des auteurs désignés par des victimes mineures au moment des faits avaient moins de 18 ans. 68% de ces enfants et adolescents agresseurs avaient commis des viols. Les victimes avaient moins de 10 ans dans 62% des cas. « Ces faits obéissent aux mêmes mécanismes que les violences commises par des majeurs et s'exercent dans le cadre d'un rapport de domination », commente la psychiatre Muriel Salmona,

« CES FAITS OBÉISSENT AUX MÊMES MÉCANISMES QUE LES VIOLENCES COMMISES PAR LES MAJEURS ET S'EXERCENT DANS LE CADRE D'UN RAPPORT DE DOMINATION »

MURIEL SALMONA
psychiatre

présidente de l'association. Ils restent souvent impunis, sauf quand les auteurs agissent en bande. Or, si on les laisse continuer, les auteurs vont continuer à exercer ces violences. On ne peut pas passer à côté d'un quart des agressions. »

Les parents pris entre deux feux

Dans le cadre de sa thèse de sociologie, Alice Debauche a étudié 36 000 appels passés sur la ligne Viols Femmes Informations entre 1986 et 2006 : 6,4% désignaient des auteurs mineurs. L'association L'Enfant bleu a de son côté dénombré 16% d'auteurs mineurs parmi les victimes mineures de violences sexuelles qu'elle accompagne en justice.

Dans la plupart des cas, les agresseurs mineurs sont des personnes connues : soit des membres de la famille de la victime (frères, cousins), soit des pairs (camarades d'école...). « Dans le cas des violences intrafamiliales, c'est encore plus difficile pour les victimes », explique Michel Martzloff, secrétaire général de L'Enfant bleu. Les parents sont pris entre deux feux : ils doivent par exemple dénoncer un enfant pour en protéger un autre. »

M. Martzloff et M^{me} Salmona plaident pour que le seuil de non-consentement de la future loi s'applique également aux auteurs mineurs - les peines restant comme aujourd'hui adaptées à l'âge de l'auteur. « Si on ne s'occupe pas des enfants, on n'y arrivera jamais ! », plaide la psychiatre. Comme pour les majeurs, une proportion importante d'auteurs mineurs a subi des violences sexuelles ou d'autres formes de violences. ■

GAËLLE DUPONT

Joyeuses fêtes
avec

COIFFIRST
PARIS

Nous avons le plaisir de vous offrir un moment de détente (massage, shampoing, soin) pour découvrir les produits Coiffirst.*

www.coiffirst.com | coiffirst | @coiffirstparis

*Pour toute prestation facturée dans nos salons.